



FÉVRIER
2022

Les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest

Nouvelle terre d'expansion des groupes djihadistes sahéliens ?

4ifri
depuis
1979

Centre Afrique
subsaharienne

Mathieu PELLERIN

En partenariat avec:

L'**Ifri** est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Le **Policy Center for the New South**, anciennement OCP Policy Center, est un *think tank* marocain basé à Rabat, Maroc, qui a pour mission la promotion du partage de connaissances et la contribution à une réflexion enrichie sur les questions économiques et les relations internationales. À travers une perspective du Sud sur les questions critiques et les grands enjeux stratégiques régionaux et mondiaux auxquels sont confrontés les pays en développement et émergents, Policy Center for the New South offre une réelle valeur ajoutée et vise à contribuer significativement à la prise de décision stratégique à travers ses quatre programmes de recherche : agriculture, environnement et sécurité alimentaire, économie et développement social, économie et finance des matières premières, géopolitique et relations internationales.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Cette note a été réalisée dans le cadre du partenariat entre l'Institut français des relations internationales (Ifri) et le Policy Center for the New South.

ISBN : 979-10-373-0473-5

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : Plage de Grand Bassam en Côte d'Ivoire, où a eu lieu une attaque terroriste en 2016 © Axel Drainville/Flickr.com, 16 janvier 2019

Comment citer cette publication :

Mathieu Pellerin, « Les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Nouvelle terre d'expansion des groupes djihadistes sahéliens ? », *Notes de l'Ifri*, Ifri, février 2022.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Mathieu Pellerin est analyste Sahel à International Crisis Group. Il est chercheur associé au Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri depuis 2009. Il est spécialiste des dynamiques politiques et sécuritaires au Sahel, en particulier au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Il fut également plusieurs années conseiller politique Sahel pour le Centre pour le dialogue humanitaire.

Résumé

La situation sécuritaire dans le Sahel central est à ce point dégradée que la menace djihadiste déborde désormais sur la partie nord des pays côtiers d’Afrique de l’Ouest. Les régions de l’Est et des Cascades au Burkina Faso ou celles de Sikasso et de Kayes au Mali constituent des bases arrière permettant aux groupes djihadistes – et principalement à la *Jama’at Nasr al-Islam wal Muslimin* (JNIM) pour l’instant – de s’étendre au Bénin, en Côte d’Ivoire, et dans une moindre mesure au Togo, au Ghana, au Sénégal et en Guinée. Cette excroissance territoriale djihadiste va progressivement donner naissance à des foyers djihadistes de plus en plus endogènes dans ces États, composés de recrues locales et qui se nourrissent des fragilités propres aux territoires où ils se développent : tensions d’accès aux ressources, stigmatisation communautaire potentiellement exacerbée par des groupes d’autodéfense, existence de réseaux criminels prompts à se « djihadiser ». La propagation de l’idéologie djihadiste depuis le Sahel central au-delà des frontières sud constitue le moteur permettant d’exploiter et de transformer les frustrations et les injustices qui découlent de ces situations de fragilité. Comme au Sahel central où les autorités ont pris trop tardivement conscience de cette réalité. Pour les pays côtiers d’Afrique de l’Ouest, où la menace reste encore contenue en intensité et limitée géographiquement, il est encore temps de prévenir une dégradation de la situation sécuritaire. Pour cela, les autorités de ces États doivent aligner des réponses civiles et militaires qui soient adaptées à la nature de la menace et qui réduisent drastiquement l’ampleur de ces fragilités.

Abstract

The security situation in the central Sahel has deteriorated to such an extent that the jihadist threat is now spilling over into the northern part of the West African coastal countries. The regions of the East and the Cascades in Burkina Faso or those of Sikasso and Kayes in Mali constitute rear bases allowing jihadist groups – and mainly *Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin* (JNIM) for the moment – to expand into Benin, Côte d'Ivoire, and to a lesser extent in Togo, Ghana, Senegal and Guinea. This jihadist territorial outgrowth will gradually give rise to increasingly endogenous jihadist cells in these States, made up of local recruits and who feed on the fragilities specific to the territories where they are developing: tensions of access to resources, community stigma potentially exacerbated by self-defence groups, existence of criminal networks quick to “jihadise” themselves. The spread of jihadist ideology from the Central Sahel beyond the southern borders is the engine for exploiting and transforming the frustrations and injustices that arise from these situations of fragility. As in the Central Sahel where the authorities became aware of this reality too late. For the coastal countries of West Africa, where the threat is still contained in intensity and geographically limited, there is still time to prevent a deterioration in the security situation. To do this, the authorities of these States must align civil and military responses that are adapted to the nature of the threat and that drastically reduce the extent of these fragilities.

Sommaire

INTRODUCTION	6
PROGRESSION DES GROUPES DJIHADISTES VERS LE SUD	7
LA MANIFESTATION DE LA MENACE DANS LES PAYS CÔTIERS	12
LES FACTEURS DE CONTAGION	17
La contagion communautaire	17
Le rôle des groupes d'autodéfense traditionnels.....	21
Le facteur religieux	22
LE FACTEUR BANDITISME	24
CONCLUSION : PRÉVENIR UNE DÉTÉRIORATION.....	25

Introduction

Depuis le développement des groupes djihadistes au nord du Mali sur les décombres de la rébellion lancée par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) en 2012, la progression de ces groupes vers le Sud paraît inexorable. Il serait erroné de considérer que leur intérêt pour les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest est nouveau. Dès 2013, des réseaux d'Al Mourabitoun planifiaient des opérations en Côte d'Ivoire pour, *in fine*, parvenir à organiser l'attentat de Grand Bassam en Côte d'Ivoire le 13 mars 2016. Par ailleurs, dès 2015, une *katiba* d'Ansar Dine, la *katiba* Khalid Ben Walid, est apparue dans le Kéné Dougou, entre Sikasso et le Grand Ouest du Burkina Faso. Malgré tout, l'ancrage des djihadistes dans ces zones était limité. L'attaque de Grand Bassam avait été planifiée et lancée depuis le territoire malien, tandis que la *katiba* sud d'Ansar Dine a précisément été en grande partie démantelée parce que son enracinement territorial était trop faible. Quelques années plus tard, la situation a changé et les djihadistes s'intéressent à cette frontière sud du Sahel parce qu'elle est la frontière naturelle de leurs zones d'opérations. Ils commencent donc à s'implanter dans les zones frontalières et même au-delà dans les septentrions de ces pays côtiers. Après avoir analysé cette progression dans la partie sud du Sahel, puis les éléments témoignant de leur présence dans les parties nord des pays côtiers, il conviendra d'étudier les facteurs de contagion d'une zone à l'autre.

Progression des groupes djihadistes vers le Sud

Une telle progression est tout d'abord observable au Mali et ce, depuis 2015. Ansar Dine, qui a intégré la *Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin* (JNIM¹) en 2017, a entamé cette extension par le centre du Mali, puis par le sud du Mali à travers la *katiba* Khalid Ben Walid, profondément fragilisée à la suite de multiples arrestations et démantèlements de leurs cellules. En mars 2016, le leader sénégalais Souleymane Keita est arrêté par les services maliens². Son successeur, Boubacar Sawadogo, est à son tour arrêté en juillet 2016³. En mars 2018, son frère, Abdoulaye Sawadogo, est éliminé durant une opération des forces burkinabées ayant démantelé une cellule dans un quartier à Ouagadougou, où ils y projetaient une attaque⁴. En décembre 2018, le démantèlement d'une cellule djihadiste près de Koutiala (Sikasso) par les services maliens porte un nouveau coup dur à l'organisation⁵. La *katiba* Khalid Ben Walid apparaît alors largement dissoute.

Mais dans le même temps, la *katiba* Macina qui opère dans les zones exondées et inondées des régions de Mopti et Ségou consolide son emprise progressivement dans l'ensemble des cercles de ces deux régions, et se sert de cet ancrage pour étendre sa présence dans les régions au sud du pays, Koulikoro, Sikasso et Kayes. Dans la région de Sikasso, contrairement à la *katiba* Khalid Ben Walid qui opérait surtout le long de la frontière ivoirienne, notamment à Misseni et Fakola, la *katiba* Macina étend depuis 2019 son emprise géographiquement depuis le centre du Mali et concentre ses efforts dans le cercle de Koutiala, frontalier de la région de Ségou. Contrairement à la stratégie de Souleymane Keita, qui avait multiplié les attaques sans bénéficier d'un contrôle suffisant du territoire, la *katiba* Macina a attendu de consolider son ancrage dans les zones de Yorosso, Boura, Koury avant de conduire des attaques contre les forces de défense et de sécurité. Depuis fin 2020, la progression de la *katiba* est observable dans

1. Ou Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) en français, qui est né du regroupement d'Ansar Dine, des *katibas* sahariennes d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), de la *katiba* Macina et d'Al-Mourabitoune.

2. « Mali : comment la DGSE a arrêté Souleymane Keita, l'émir d'Ansar Eddine du Sud », *Jeune Afrique*, 4 avril 2016.

3. « Mali : arrestation de Boubacar Sawadogo, lieutenant burkinabé d'Ansar Eddine sud », *Jeune Afrique*, 19 juillet 2016.

4. « Sawadogo Abdoulaye est le cerveau présumé de la cellule terroriste démantelée à Rayongo », *LaFaso.net*, 24 mai 2018.

5. « Cellule terroriste démantelée au Mali : le profil des suspects », RFI, 14 décembre 2018.

les cercles de Sikasso et de Bougouni en particulier, à travers les attaques survenues à Tiéré, Kolondieba, Kignanou Finkolo (cercle de Sikasso). Le 12 avril 2021, un poste de police à la sortie de Sikasso-ville a été attaqué, une première qui traduit cette extension de la menace. Les modes d'action évoluent également, à travers le ciblage de symboles de l'État et le démarrage d'opérations plus robustes, avec la première pose d'un engin explosif improvisé (IED) le 31 mars sur l'axe Danderesso-Tiéré, et des embuscades contre l'armée, comme celle de Koury le 19 avril 2021. En novembre 2020, la libération des principaux responsables de la *katiba* Khalid Ben Walid vient gonfler les rangs du groupe dans la région de Sikasso, augurant d'une renaissance de la *katiba*.

Carte du Mali



Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, direction des Archives (pôle géographique), mai 2019, disponible sur : www.worldmaps.info.

Dans la région de Kayes, la même dynamique est observable. Le développement des groupes djihadistes, particulièrement observable durant le second semestre 2021, découle de l'ancrage de la *katiba* Macina dans les régions de Ségou et Koulikoro, leur permettant d'étendre leurs efforts à l'ouest dans la région de Kayes. Le cercle de Nara en particulier concentre un nombre considérable d'incidents sécuritaires depuis le début de l'année 2021, qu'il s'agisse d'enlèvements ou d'attaques perpétrées contre les forces maliennes. La plupart des attaques dans cet espace se concentrent entre les cercles de Niara et Kolokani (Koulikoro) et Diéma (Kayes). Au moins sept attaques contre les forces maliennes sont survenues entre les mois d'août et janvier 2022. L'une d'elles, survenue le 28 septembre contre une escorte de la gendarmerie entre Sébabougou, cercle de Diéma, région de Kayes, et Kwala, cercle de Kolokani, région de Koulikoro, a été revendiquée dès le lendemain par JNIM. Toutefois si Diéma appartient à un ensemble géographique cohérent où JNIM opère, et ce, depuis longtemps étant donné qu'AQMI a une présence ancienne dans la forêt de Wagadou, l'influence de JNIM se fait sentir ailleurs dans la région. En 2020, plusieurs attaques attribuées à JNIM sont survenues à Nioro du Sahel, Kita⁶ et Yélimané tandis que la présence de combattants du mouvement et la conduite de prêches sont régulièrement mentionnées jusqu'à la frontière sénégalaise. En février 2021, une cellule djihadiste liée à la *katiba* Macina aurait été démantelée dans une localité sénégalaise frontalière du Mali⁷.

La pression exercée dans ces trois régions (Sikasso, Kayes, Koulikoro) augure d'une menace nouvelle pour le Mali, celle d'un encerclement progressif de Bamako. La circulation accrue des groupes djihadistes autour de Bamako semble préfigurer cette évolution et la survenue de certains incidents témoigne de la capacité de ces groupes à atteindre cet objectif. L'attaque du poste de gendarmerie de Nèguèla, à 36 kilomètres de Kati, fin mars 2021, en est une illustration. Nombre d'observateurs à Bamako s'inquiètent des conséquences d'un tel encerclement, dans l'immédiat moins liées à une éventuelle prise de Bamako rendue imaginable par le scénario afghan d'août 2021, qu'à un embargo qui plongerait la capitale et sa population dans une situation économique (et donc sociopolitique) intenable.

Ailleurs au Sahel, cette progression vers le sud des groupes djihadistes est tout aussi observable. Au Burkina Faso, le JNIM a consolidé son ancrage dans la Boucle du Mouhoun où le groupe prélève la *zakat*, régule l'accès aux champs et assoit sa gouvernance en particulier dans les provinces de la Kossi et du Sourou. Plus au sud, dans les Hauts-Bassins et les Cascades,

6. À Kita, dans la région de Kayes, les postes de sécurité de Sebekoro et de Sanankoro ont été également ciblés vendredi 10 avril 2020. À la suite de ces attaques, un douanier et un gendarme ont été tués, des voitures et motos brûlées.

7. « Terrorisme/Sahel : Liée au GSIM, la *katiba* Macina tente de s'implanter au Sénégal », Opex360, 28 février 2021.

cette progression est tout aussi notable et directement liée au développement de la menace djihadiste au nord de la Côte d'Ivoire. La *katiba* Alidoukou, du nom de ce village situé dans la commune de Mangodara, constitue un nouveau groupe de JNIM, probablement lié à la *katiba* Macina. Cette commune est l'épicentre de l'activité djihadiste au Burkina Faso, d'où sont planifiées et lancées la plupart des attaques survenues sur le territoire ivoirien. Durant le second semestre 2021, en particulier depuis septembre 2021, Mangodara connaît un regain de violence qui traduit à nouveau l'ancrage territorial de la *katiba* qui, en dépit de nombreuses frappes aériennes conduites par les forces burkinabées, parvient à étendre son influence. Plus de 3 000 réfugiés sont enregistrés en Côte d'Ivoire et plusieurs centaines de déplacés internes dans le périmètre de la commune au Burkina Faso.

Au Niger, là encore, l'extension des activités djihadistes, cette fois-ci tant de l'EIGS que de JNIM vers le sud des régions de Tahoua, Dosso et Tillabéri, est une dynamique à l'œuvre depuis plusieurs années mais qui s'intensifie actuellement. Le JNIM a par exemple revendiqué sa plus importante attaque jamais enregistrée dans le département de Torodi le 31 juillet 2021, causant la mort de 15 militaires nigériens. Cette attaque a conduit les forces burkinabées et nigériennes à lancer une opération transfrontalière dans la zone, mais sans pour autant affecter les capacités de JNIM qui entre septembre et fin novembre 2021 a lancé six attaques contre les forces nigériennes, dont quatre par IED. Le contrôle de la zone de Torodi, en particulier de la commune de Makalondi, est essentiel pour atteindre la zone du Parc W et la frontière béninoise. Cet espace transfrontalier, appelé WAPO du nom des parcs W, Arly, Pendjari et Oti, qui traversent les frontières du Niger, du Burkina Faso, du Bénin et du Togo, constitue le second fief de JNIM au Sahel après le Delta intérieur du Niger. Depuis 2018, JNIM ne cesse de consolider son assise dans la région de l'est du Burkina Faso, et en fait désormais un pôle de développement régional qui, tout en relevant de la *katiba* Macina, jouit d'une réelle autonomie d'action. Ce pôle est essentiel au développement de JNIM dans les septentrions des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, que ce soit le Bénin, le Togo ou le Ghana. La *katiba* Alidoukou entretient également des relations étroites avec le JNIM à l'est du Burkina Faso.

Les deux branches de l'Islamic State West Africa Province (ISWAP), à savoir sa branche saharienne couramment appelée État Islamique au Grand Sahara (EIGS) et sa branche nigérienne concentrée dans le sud du Lac Tchad appelée ISWAP, se développent également vers le sud du Niger et le nord-ouest du Nigeria. L'EIGS, dont le fief reste la zone du Liptako, tente de se développer désormais dans l'État de Sokoto au nord du Nigeria⁸.

8. « Sud-Ouest du Niger : Prévenir un nouveau front insurrectionnel », *Rapport Afrique*, Crisis Group, 29 avril 2021.

À l'intérieur du territoire nigérien, l'EIGS tente depuis début 2020 de développer sa présence autour de Niamey, présence qui a conduit à l'attaque de Kouré en août 2020. Toutefois, ce développement ne se fait pas sans difficulté compte tenu de la pression exercée par les forces internationales et nigériennes contre le groupe. Fragilisé dans son fief originel du Liptako, le groupe se projette moins facilement vers le sud. ISWAP paraît en retrait de ce point de vue, largement concentré encore dans le nord-est du Nigeria. La renaissance d'Ansaru, groupe djihadiste nigérien lié à Al-Qaïda, soutient également l'hypothèse d'un développement des groupes djihadistes jusqu'au centre du Nigeria. Ce groupe qui avait été largement démantelé après l'arrestation de son leader Khalid Al Barnawi en 2016, est réapparu depuis fin 2019 dans l'État de Kaduna, qui abritait sa *choura*, et son influence est susceptible de se faire sentir entre le nord-ouest et le centre du Nigeria⁹. Si l'attention est largement focalisée sur les connexions entre les deux branches d'ISWAP, il convient également de suivre avec attention la perspective d'un rapprochement futur entre JNIM et Ansaru, avec pour zone d'intérêt commun l'État de Kebbi au Nigeria et la frontière entre le Nigeria et le Bénin d'ores et déjà fréquentée par le JNIM.

9. J. Zenn et C. Weiss, "Ansaru Resurgent: The Rebirth of Al-Qaeda's Nigerian Franchise", *Perspectives on Terrorism*, octobre 2021.

La manifestation de la menace dans les pays côtiers

Cette extension des sphères d'influence se fait d'ores et déjà sentir dans les septentrions des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Le Bénin, le Togo, le Ghana et surtout la Côte d'Ivoire sont tous confrontés à la menace djihadiste, mais d'une intensité très variable d'un État à l'autre.

Carte de la Côte d'Ivoire



Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, direction des Archives (pôle géographique), mai 2019, disponible sur : www.worldmaps.info.

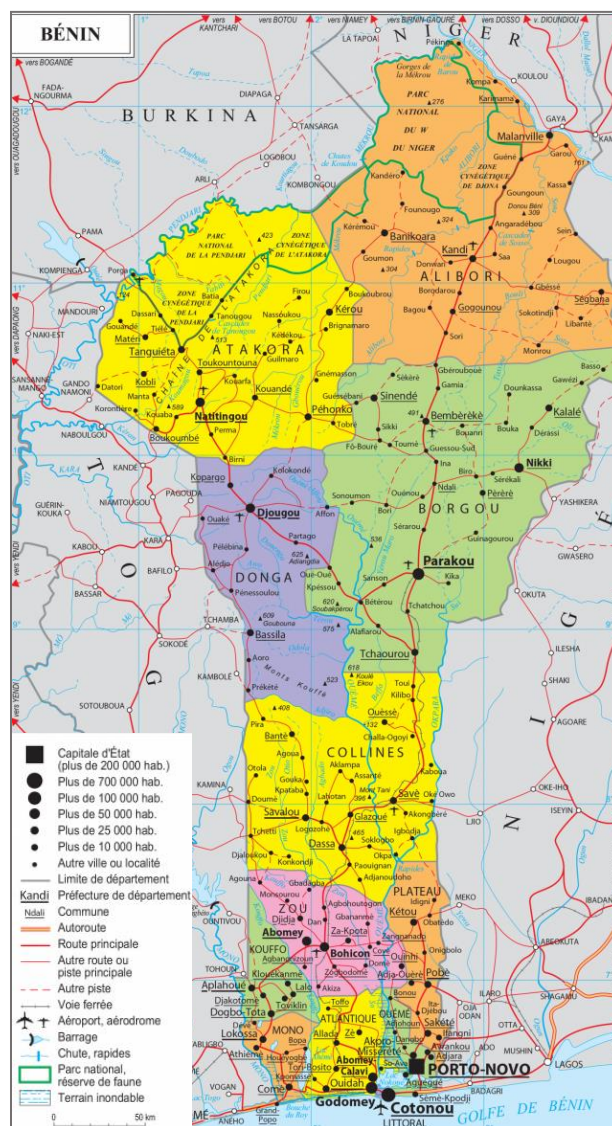
À ce jour, c'est la Côte d'Ivoire qui a enregistré le nombre le plus important d'attaques sur son territoire, toutes dans l'extrême nord-est de la région du Tchologo, à Kafolo (département de Kong), formant un triangle avec les localités du Bounkani, Tougbo (département de Bouna) et Tehini (département de Tehini). L'ensemble des attaques sont l'œuvre du JNIM, en particulier de sa *katiba* opérant à Alidouougou, ville proche de Kafolo de l'autre côté de la frontière au Burkina Faso. Comme indiqué précédemment, la plupart des attaques sont perpétrées depuis le territoire burkinabé, mais la *katiba* Alidouougou a établi un sanctuaire dans le parc de la Comoé d'où certains combattants proviennent et se réfugient après les attaques. À ce jour, 13 attaques djihadistes ont été perpétrées depuis l'attaque de Kafolo en juin 2020, causant la mort de 14 militaires ivoiriens. Depuis, une montée en puissance des groupes djihadistes est observée à travers l'évolution de ses modes opératoires, en dépit de multiples opérations nationales et quelques opérations conjointes conduites par les forces burkinabées et ivoiriennes. D'avril à novembre 2021, quatre attaques par IED ont été recensées, dont une attaque complexe le 12 juin 2021, faisant trois morts et trois blessés parmi les forces ivoiriennes. Aucune de ces attaques n'a été revendiquée, mais il ne fait guère de doute qu'elles sont l'œuvre de JNIM. En outre, le risque que la menace s'étende au-delà du Tchogolo est réel, compte tenu de l'expansion de JNIM tant au Burkina Faso qu'au Mali. Au Burkina Faso, le JNIM a déjà conduit plusieurs attaques plus à l'ouest, à Sidéradougou, tandis que le groupe tient des prêches jusque dans les zones forestières frontalières du côté de Ouangolodougou en Côte d'Ivoire. Au Mali, la progression des djihadistes vers Bougouni accentue la pression sur Tingréla en Côte d'Ivoire où les incursions de militants présumés ont été rapportées depuis début 2021.

Le Bénin est le second pays le plus touché par la présence et la circulation des groupes djihadistes, appartenant à JNIM et à l'EIGS. Cinq attaques, non revendiquées et un enlèvement ont été perpétrés à ce jour. La première manifestation djihadiste dans le pays remonte au 1^{er} mai 2019 lorsque deux touristes français avaient été enlevés et leur guide béninois tué, dans le parc de la Pendjari, à la frontière avec le Burkina. Ils seront libérés par une opération française conduite dans l'extrême nord du Burkina Faso quelques jours plus tard. En février 2020, un policier a été tué dans l'attaque du poste de police de Keremou, bien que la piste djihadiste n'ait pas été confirmée¹⁰. C'est à partir du 30 novembre 2021 que le Bénin a été officiellement attaqué. La prise de Nadiagou au Burkina Faso (région de l'Est), qui fait frontière avec le Bénin, a été suivie dès le 2 décembre d'une attaque contre l'armée béninoise à Porga. Depuis, les forces béninoises ont été ciblées dans la même zone par deux IED le 10 décembre et le 6 janvier, et une nouvelle attaque le 22 décembre. Non revendiquées, ces attaques sont attribuées au JNIM. L'intensité et la fréquence de ces attaques s'expliquent

10. « Bénin : attaque d'un poste de police à Kérérou », RFI, 9 février 2020.

en partie par le fait que les djihadistes disposent d'un sanctuaire à l'est du Burkina Faso voisin – et dans une moindre mesure dans la partie nigérienne du parc du W – leur permettant de circuler depuis plusieurs années déjà dans les deux parcs béninois du W et de la Pendjari. Un rapport de l'Institut Clingendael recense trois unités djihadistes distinctes le long de la frontière entre le Burkina Faso et le Bénin, et une présence plus limitée de l'EIGS dans la réserve de Singou (proche de Pama) et une partie du parc du W¹¹. Un rapport de Promédiation rapporte des prêches tenus dans plusieurs localités du Bénin, dont Monsey, Karimana et Malanville¹².

Carte du Bénin



Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, direction des Archives (pôle géographique), mai 2019, disponible sur : www.worldmaps.info.

11. K. de Bruijne, « Laws of Attraction: Northern Benin and Risk of Violent Extremist Spillover », Clingendael, juin 2021.
12. « La nouvelle frontière des groupes djihadistes », Promédiation, avril 2021.

En 2019 et surtout en 2020 les djihadistes et les forces béninoises évitaient la confrontation. Les djihadistes du JNIM qui circulaient au Bénin n'exprimaient pas d'intention d'attaquer le Bénin, qui servait de zone d'approvisionnement logistique pour l'est du Burkina Faso. Toutefois, la pression djihadiste croissante a eu raison de cet équilibre précaire. Le JNIM tentait de recruter parmi les populations des Parcs, en prêchant la mise en place de la *charia* et en promettant aux populations locales de mieux réguler l'accès aux ressources, affermissant alors sa présence. En réaction, les accrochages se sont multipliés avec les forces de défense et de sécurité, incluant notamment l'African Parks Network (APN). Le 14 février 2021, des hommes armés manifestement liés à JNIM ont attaqué et incendié l'hôtel du Point Triple, situé à la frontière entre le Bénin, le Niger et le Burkina Faso¹³. Un accrochage armé est survenu avec les gardes forestiers. Dans la foulée de cette attaque, fin mars 2021, l'APN a conduit une opération conduisant à la neutralisation de plusieurs djihadistes présumés dans la même zone¹⁴. Ces accrochages ont poussé JNIM à se montrer à leurs tours plus offensifs. En octobre 2021, à Koualou, village frontalier proche de Porga, qui fait l'objet d'un litige frontalier entre le Burkina Faso et le Bénin, des djihadistes armés sont venus à plusieurs reprises pour ordonner aux populations de se conformer à la *charia*, et leur expliquer qu'ils ne souhaitent plus voir aucune présence sécuritaire béninoise ni aucun chasseur traditionnel (Odé au Bénin)¹⁵. Ils auraient cherché à enlever un chasseur à cette occasion. Le risque d'affrontement semblait alors inévitable.

Le risque, déjà souligné par l'auteur par le passé, est que le Bénin devienne un espace de transit entre le Sahara et le nord-ouest du Nigeria où la renaissance d'Ansaru suscite l'inquiétude¹⁶. À plusieurs reprises en 2020, la circulation d'hommes armés a été rapportée, à deux reprises au moins suivant le même corridor, entre Point Triple et la frontière nigériane, à Segbana, qui fait frontière avec l'État de Kebbi. Selon le récit d'une source communautaire locale ayant rencontré les individus, il semblerait qu'ils appartenaient au JNIM. Début janvier 2021, Ansaru a officialisé son allégeance à AQMI, expliquant vouloir se développer dans cet espace transfrontalier entre le Nigeria et le Bénin¹⁷.

13. *Ibid.*

14. Tweet du compte Menastream. Voir lien <https://twitter.com>. African Parks Network est une organisation non gouvernementale axée sur la conservation de la nature, créée en 2000 et basée à Johannesburg, en Afrique du Sud. À ce titre, elle joue un rôle clé dans la sécurisation des Parcs de la Pendjari et du W au Bénin.

15. Entretien avec une source communautaire basée à Tanguiéta, octobre 2021.

16. Voir le rapport de l'auteur, International Crisis Group, « Sud-Ouest du Niger : prévenir un nouveau front insurrectionnel », *Rapport Afrique*, n° 301, 29 avril 2021.

17. « Nigeria : le groupe Ansaru annonce son allégeance à Aqmi », RFI, 5 janvier 2022.

Le troisième pays côtier d'Afrique de l'Ouest visé par les groupes djihadistes est le Togo. Pour la première fois le 9 novembre 2021, une attaque a ciblé les forces de défense et de sécurité à Sanloaga (Kpendjal). Elle a été repoussée par les forces togolaises, mais elle fait probablement basculer le Togo du statut de zone d'approvisionnement logistique à celui de territoire d'opération. De fait, le Togo, au même titre que le Ghana ou le Bénin, est présenté comme un pays utilisé pour l'approvisionnement à motos, en produits de première nécessité et en armes pour les djihadistes opérant dans l'est du Burkina. On peut émettre l'hypothèse que le statut de ces territoires évolue, notamment à la faveur de la participation des forces nationales à des opérations antiterroristes, y compris sur le plan sous-régional dans le cadre de l'Initiative d'Accra.

Si ces pays côtiers d'Afrique de l'Ouest sont à ce jour plus affectés, d'autres sont tout autant menacés, à commencer par la Guinée et le Ghana. Une présence d'individus affiliés à JNIM au nord de la Guinée est parfois mentionnée. Lors du développement de la *katiba* Khalid Ben Walid, la *katiba* semblait disposer de cellules à la frontière avec la Guinée à Yanfolila, ainsi que dans la forêt de Konkoliba en Guinée. Cette ancienne présence a été réactivée et la circulation de combattants de JNIM dans le cercle de Yanfolila est fréquente.

Le nord du Ghana constitue enfin un autre territoire exposé à la menace djihadiste. À ce jour, aucune revendication d'une telle présence n'existe, mais le fait qu'à au moins deux reprises des Ghanéens du JNIM aient revendiqué des attaques sur le territoire malien confirme les dynamiques de recrutement qui s'opèrent au Ghana, ou tout du moins parmi les populations ghanéennes pouvant évoluer en dehors du Ghana. En juin 2021, le kamikaze de l'attaque de Gossi était ghanéen et appelait, avant dans une vidéo enregistrée avant l'attaque, ses parents ghanéens à rejoindre le djihad. Fin septembre, dans une vidéo de revendication d'une attaque perpétrée dans le sud du pays, l'auteur s'exprimait en anglais que plusieurs sources estiment être d'origine ghanéenne. Le JNIM a, depuis plusieurs années, envoyé des ressortissants ghanéens depuis le Centre du Mali pour tenter de s'y développer. Par ailleurs, l'EIGS y développerait également ses réseaux à en croire l'organisation non gouvernementale (ONG) Promédiation qui présente le nord du Ghana comme une zone d'expansion majeure pour le groupe. *A minima*, plusieurs arrestations réalisées par les forces burkinabées dans la région du Centre-Sud qui fait frontière avec le Ghana font état de connexions présumées avec l'EIGS. De même, dans le centre-est voisin, qui fait frontière avec le Togo et le Ghana, la situation est très précaire. Le 6 janvier 2022, le personnel enseignant a suspendu ses activités pédagogiques dans la commune de Yondé après l'irruption d'hommes armés dans la commune.

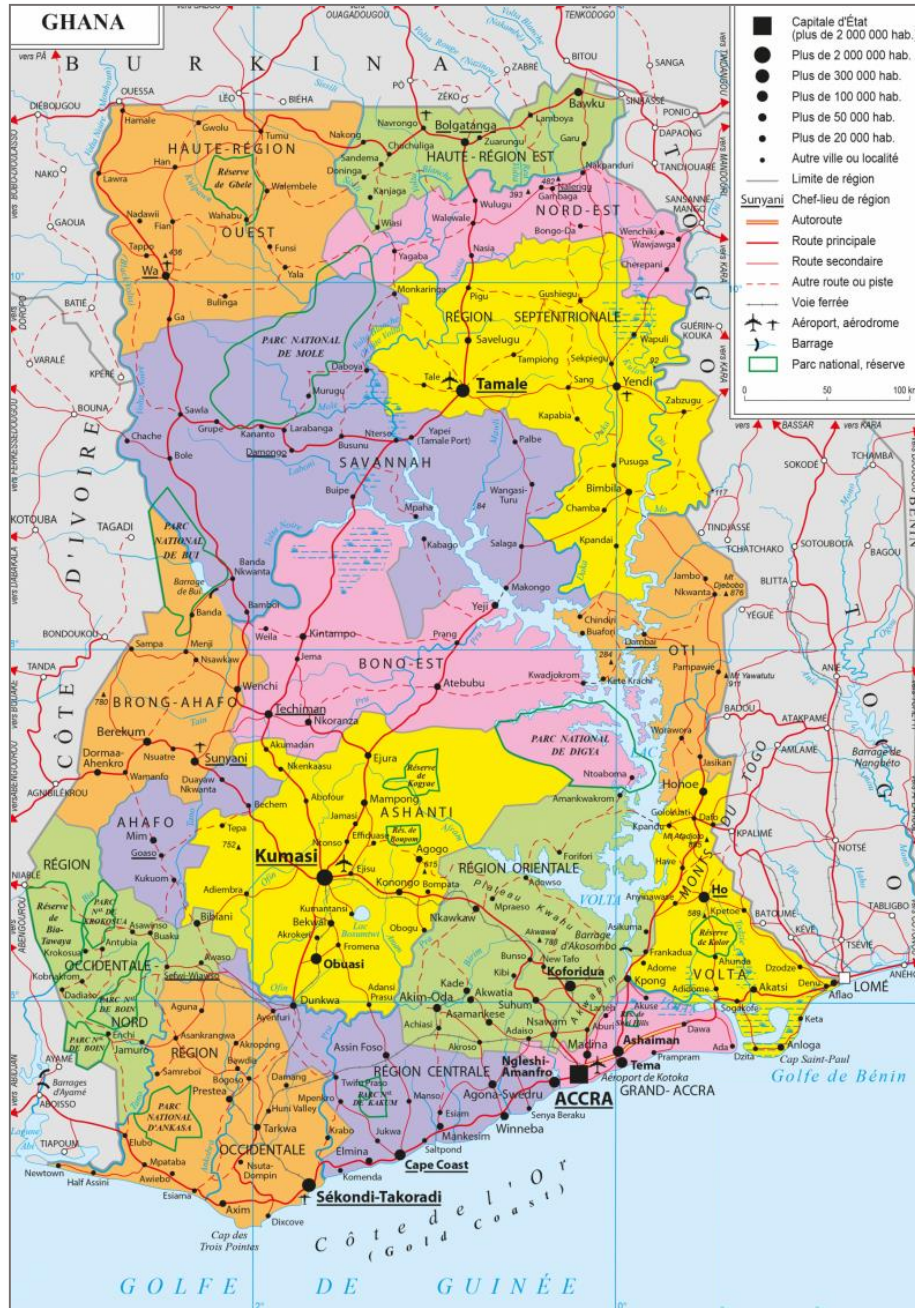
Les facteurs de contagion

Moins que l'intensité immédiate de la menace, c'est davantage celle des risques qui doit préoccuper les acteurs nationaux et leurs partenaires internationaux dans une logique de prévention. La question se pose dès lors de savoir si les contextes dans les parties nord des pays d'Afrique de l'Ouest offrent ou non un terreau favorable à cette expansion. Trois facteurs de contagion principaux peuvent être distingués.

La contagion communautaire

Le premier est le facteur de contagion communautaire. De ce point de vue, la surexposition des pasteurs (ou éleveurs transhumants) – en particulier issus de la communauté peulh – en zone sahélienne et soudano-sahélienne à différents types d'injustices et de violence a constitué un terreau propice au recrutement et à l'expansion des groupes djihadistes. Les parties nord des pays d'Afrique de l'Ouest sont des zones où les pasteurs transhumants transitent ou se replient, subissant les mêmes formes d'injustice et de violence de la part des populations sédentaires et/ou d'agropasteurs. Dans les discours et les perceptions, un amalgame a été opéré entre groupes socioprofessionnels et ethnies d'appartenance, occasionnant une marginalisation systémique des populations peulh de ces espaces, et, parfois, des violences à leur encontre. La surexposition des pasteurs à différentes formes de racket de la part des forces de défense et de sécurité, leur exclusion ou la taxation de l'accès à certaines ressources qui leur sont normalement accessibles sont des formes relativement courantes d'injustices auxquelles ils sont confrontés de manière uniforme (à quelques exceptions locales près) dans toute la bande soudanienne, du centre du Nigeria jusqu'à la Guinée. L'ethnisation des esprits est plus ou moins marquée selon les pays, de sorte que les populations peulh de ces espaces, très largement sédentarisées et majoritairement agropasteurs, voire parfois vivant principalement de l'agriculture, sont prises comme un tout, ce qui ouvre la voie à des violences indiscriminées. Cette ethnisation est particulièrement manifeste au Nigeria et au Ghana, où l'hostilité à l'égard des Peulhs est largement répandue. Elle donne lieu à des violences plus ou moins chroniques et d'une intensité variable qui ne retiennent l'attention ni des autorités nationales ni de leurs partenaires internationaux au motif que ces violences ne sont « pas nouvelles », donc relevant d'une forme de normalité, et qu'elles seraient le reflet d'une pression foncière accrue nourrie par le changement climatique. Pourtant, ce sont des violences localisées qui nourrissent le recrutement djihadiste et qui expliquent que des cellules djihadistes se forment dans ces différents pays.

Carte du Ghana



Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, direction des Archives (pôle géographique), mai 2019, disponible sur : www.worldmaps.info.

Au Ghana, les opérations Cow Leg conduites depuis vingt ans en sont l'illustration la plus emblématique. Organisées à la demande des populations sédentaires de différentes régions du pays, en particulier dans les régions d'Agogo et d'Asante, elles donnent lieu à des tueries de centaines

d'animaux, mais aussi parfois de pasteurs, au motif qu'ils empiètent sur des terres agricoles¹⁸. La dernière opération Cow Leg, organisée en 2018, a mis en lumière l'ampleur des violences commises par ces actions. À la suite de l'opération, les représentants des éleveurs ont réclamé une indemnisation pour les 1 500 animaux qui auraient été tués et, selon plusieurs sources au Ghana, dont la viande est ensuite revendue avec la complicité des forces de défense et de sécurité¹⁹. Un des principaux analystes géopolitiques au Ghana, le Dr. Kwesi Aning, a alerté sur le fait que cette répression aggravait la situation plus qu'elle ne la résolvait²⁰. À Agogo, les conséquences de ces opérations sur le ressentiment des populations locales sont documentées²¹. De fait, ce type de violences s'est naturalisé dans le paysage ghanéen à telle enseigne qu'elles ne sont souvent pas relayées par les médias ghanéens qui reprennent largement à leur compte la perception des autorités²². Dans le contexte actuel où les pasteurs peuvent plus aisément avoir accès aux armes, la tentation de se défendre, voire de se venger, est grande. En janvier 2018, des éleveurs ont tiré et blessé trois policiers intervenus à la suite d'un différend foncier avec des agriculteurs dans la région d'Agogo. Les opérations Cow Leg traduisent plus fondamentalement le manque de reconnaissance des pasteurs peulhs ghanéens comme citoyens à part entière. De fait, une grande partie de la communauté peulh vivant depuis plusieurs décennies au Ghana n'a pas accès à la nationalité, car les textes l'interdisent²³.

Au Bénin, la fréquence des conflits d'usage entre agriculteurs et pasteurs est très importante, et la situation de la communauté peulh est particulièrement précaire. Les conflits opposant éleveurs et agriculteurs sont à la fois nombreux et très violents dans les différentes régions et communes du nord du Bénin. Depuis 2010, plusieurs conflits d'usage meurtriers sont survenus dans les communes de Karimama, Malanville, Tanguiéta et Cobly, et dans une moindre mesure à Banikoara, Kandi, Matéri et Toucountouna²⁴. Surtout, ces conflits menacent régulièrement de prendre des dimensions communautaires au sens où, bien qu'ils opposent deux individus, ils tendent à avoir des répercussions sur des familles ou des hameaux voisins. Il n'est ainsi pas rare qu'à la suite d'un dégât champêtre causé par un pasteur sur le champ d'un agriculteur, les parents de ce

18. K. N. Bukari et N. Schareika, « Stereotypes, Prejudices and Exclusion of Fulani Pastoralists in Ghana », *Pastoralism: Research, Policy and Practice*, 2015.

19. « Fulani Herdsmen Demand Compensation for Cattle Killed by Taskforce », Daily Graphic, 20 janvier 2018.

20. « Operation Cow Leg Confrontational, Dangerous », Ghanawen, 17 janvier 2018.

21. I. Mohamed, « The Fulani Herdsmen Crisis in West Africa, the Case of Agogo Area in Asante-Akim », Université du Ghana, juillet 2018, p. 35.

22. D. Tsikata, « The Media Is a Powerful Instrument in Ghanaian Land-Use Conflicts », DIIS, 9 juillet 2020.

23. « Identity, Citizenship and the Fulani in Ghana: Observations from Gushiegu, Donkorkrom and Dawadawa, Osman Alhasan », DIIS, 12 novembre 2020.

24. « Entendre la voix des éleveurs au Sahel et en Afrique de l'Ouest », RBM, octobre 2021.

dernier ou sa communauté s'en prennent à l'ensemble de la communauté peulh voisine au motif que ces derniers seraient complices. Généralement, ces conflits engendrent la destruction et l'incendie de hameaux ou l'assassinat d'animaux. À titre d'illustration, un conflit survenu en 2017 à Matéri a conduit à l'incendie de cinq campements peulhs. À Tanguiéta, en 2018, deux conflits ont conduit à la destruction de 80 cases appartenant à des éleveurs peulhs. À Cobly, en juillet 2018, un conflit foncier a conduit là encore à des représailles généralisées contre les Peulhs. Selon l'ONG Potalmen, le bilan fut de 7 morts, 3 900 personnes déplacées et 142 habitations saccagées et brûlées. En avril 2021, entre 100 et 200 cases appartenant à des Peulhs ont été incendiées à Toucountouna et Tanguiéta²⁵. Au Bénin, fort heureusement, les forces de sécurité restent globalement appréciées des éleveurs et les responsables de ces violences sont souvent arrêtés, ce qui freine l'escalade de la violence. Reste que le climat de tension communautaire est très vif et que les violences dont sont victimes les Peulhs risquent d'être âprement exploitées par les groupes djihadistes.

En Côte d'Ivoire, un climat de tension similaire prévaut entre pasteurs peulhs et communautés dites autochtones, mais à la nuance que les conflits violents restent limités en nombre. Ils sont généralement désamorçés suffisamment tôt après la survenue d'un incident, tandis que les éleveurs parviennent dans certains espaces à accéder aux ressources en payant les communautés sédentaires. Pourtant, certains conflits débordent et menacent alors de prendre là encore une coloration communautaire. C'est le cas du conflit survenu à Bouna, dans le Bounkani, en 2016, qui a fait 33 morts parmi les éleveurs peulhs et conduit au déplacement de plus de 2 500 éleveurs. Si le conflit est né directement d'un mécontentement des agriculteurs Lobi à la suite de dégâts champêtres répétés de la part d'éleveurs peulhs, il découle également de tensions répétées impliquant également les « autochtones », détenteurs de la terre et que les Lobis accusent d'être responsables de la présence des Peulhs²⁶. Ce conflit, en apparence gelé, n'a toutefois pas entraîné de réparations pour les victimes, et il aurait joué un rôle effectif dans le développement des groupes djihadistes en Côte d'Ivoire. Certains parents des victimes de Bouna auraient rejoint la *katiba* Macina au Centre du Mali, avant d'être chargés de combattre dans leurs zones d'origine²⁷.

Ces violences pourraient être exacerbées dans le cadre de la lutte antiterroriste. De fait, la communauté peulh, traditionnellement associée dans les populations de ces espaces comme étant à l'origine des faits de banditisme, est de plus en plus associée aux groupes djihadistes. Ce

25. L'événement précis, « Enquête/Conflits communautaires à Cobly : quand la terre divise », 14 octobre 2019.

26. J. Speight, « Bouna, une instabilité permanente », *Afrique Contemporaine*, n° 263-264, 2017.

27. L. Diarra, « Radicalisation et perception de la menace terroriste dans l'extrême-nord de Côte d'Ivoire », Timbuktu Institute, 2021.

contexte est propice au repli des communautés sur elles-mêmes, au risque de dénonciation calomnieuse et de règlements de compte. Pour l'heure, tant au Togo qu'au Bénin, les forces de défense et de sécurité semblent conserver des relations de confiance avec la majorité des éleveurs, et peu d'exactions sont à signaler. En Côte d'Ivoire, au lendemain de la première attaque de Kafolo, des arrestations indiscriminées ont eu lieu en particulier au sein de la communauté peulh. Lassina Diarra relate par exemple cet incident qui témoigne du risque d'accentuation de la crise par des arrestations arbitraires qui accroissent le ressentiment des communautés. Selon lui, en juillet 2020, au cours d'une opération dans un village de Kafolo, l'armée a procédé à l'interpellation d'une trentaine de personnes y compris le chef coutumier. Après plusieurs heures assis par terre au soleil, ils furent relâchés à l'exception de deux individus transférés à Korhogo. Cet incident aurait suscité le mécontentement des communautés qui se sont senties injustement stigmatisées²⁸. Il est à craindre que ces exemples se multiplient à la faveur de la lutte antiterroriste et d'une stigmatisation croissante de la communauté peulh, ainsi que les récentes déclarations du ministère de la Défense ivoirien en témoignent²⁹.

Le rôle des groupes d'autodéfense traditionnels

Le second facteur d'exacerbation des violences communautaires peut venir des groupes d'autodéfense traditionnels. En Côte d'Ivoire, où les Dozos³⁰ sont historiquement très ancrés et ont joué un rôle majeur dans la crise politique de la dernière décennie, ce risque est particulièrement important. Si officiellement, le président Ouattara a ordonné la démobilisation des Dozos pour qu'ils se cantonnent aux activités de chasses, les décrets promulgués ne sont pas exécutés et les Dozos continuent effectivement leurs activités de sécurisation du territoire³¹. Dans le Tchologo, ils tiennent des *check-points* en coordination avec les forces de défense et de sécurité. Mais au-delà, les Dozos sont avant tout l'émanation des communautés sédentaires et ils jouent un rôle de premier plan dans la taxation des éleveurs ou leur privation d'accès à certaines ressources, de même qu'ils se chargent d'arrêter les éleveurs qui commettent des dégâts des champs. Ils jouissent donc d'une très mauvaise image tant auprès des éleveurs (même si certains reconnaissent qu'ils jouent un rôle de sécurisation réel, notamment en cas de vol d'animaux) qu'auprès des djihadistes. Il est à craindre que leur rôle soit accru par l'insécurité actuelle en Côte d'Ivoire. Le cas échéant,

28. *Ibid.*

29. *Ibid.*

30. Noms de certaines confréries de chasseurs en Côte d'Ivoire. Lire F. R. Koné, « La confrérie des chasseurs traditionnels dozos en Côte d'Ivoire : enjeux socio-culturels et dynamiques sécuritaires », UQAM, juin 2018.

31. *Ibid.*

l'encadrement de ces groupes est un impératif afin qu'ils ne se livrent pas à des violences semblables à celles observées ailleurs, notamment au centre du Mali, mais aussi déjà en Côte d'Ivoire lors du massacre de Bouna. De fait, les Dozos en Côte d'Ivoire ont été accusés d'avoir commis de nombreuses violences contre les civils durant les crises politiques que le pays a traversées entre 2002 et 2011³².

Au Bénin, un tel risque existe également, mais de manière plus mesurée. Les chasseurs traditionnels, appelés Odé au Bénin, sont très présents dans de nombreuses régions du pays. Ils s'adonnent traditionnellement au racket sur les routes. Selon un rapport reposant sur des entretiens dans l'Alibori et l'Atacora, ces groupes seraient de plus en plus organisés et actifs, et cibleraient les populations peulh³³. Nos sources ne vont toutefois pas dans ce sens et soutiennent au contraire, que depuis l'arrivée du président Talon, les Odé se sont largement démobilisés et que l'insécurité dans ces deux régions n'aurait pas engendré de regain d'activisme des groupes d'autodéfense³⁴. Toutefois, cela pourrait survenir si l'insécurité continuait de s'étendre et que les forces de défense et de sécurité venaient à être incapables de protéger les communautés locales. Pour JNIM, ces groupes restent des cibles prioritaires et le mouvement a récemment fait savoir aux communautés de Matéri qu'ils ne voulaient voir aucun chasseur dans la zone. En octobre 2021, JNIM aurait tenté d'enlever un Odé lors d'une incursion à Koualou.

Le facteur religieux

La contagion par le facteur religieux constitue un facteur secondaire mais qui n'est toutefois pas à exclure. La littérature relative au phénomène de radicalisation au Sahel concorde pour estimer que la radicalisation ne s'opère pas prioritairement à partir de déterminants religieux, ni auprès d'une communauté islamique particulière. L'idée qu'il y aurait continuum naturel entre salafisme et djihadisme est fortement contredite par la réalité des dynamiques observées dans tout l'espace sahélien. De même, l'idée selon laquelle les écoles coraniques prédisposeraient les Talibés à rejoindre les groupes djihadistes est tout aussi contestable, ce qu'une étude récente de l'AFD vient confirmer³⁵. Dire cela ne revient pas à occulter la dimension religieuse dans les dynamiques de recrutement. Il existe évidemment des recrutements qui s'opèrent au sein de la mouvance salafiste quietiste, de même que parmi les fidèles d'imams liés aux groupes djihadistes ou de talibés de certains maîtres coraniques. Par ailleurs, l'accent mis par les groupes djihadistes sur l'importance des prêches démontre que

32. « Rapport sur les abus des droits de l'homme commis par des Dozos », ONUCI, juin 2013.

33. "Tracking Violent Extremism Spillover from the Sahel to Littoral West Africa", ELVA, juin 2021.

34. Entretiens réalisés auprès de sources communautaires à Tanguiéta, Matéri et Malanville, 2019-2021.

35. H. Dia, *Éducation arabo-islamique au Sahel*, Paris, IRD/CEPED, septembre 2021.

l'argumentation religieuse parvient à toucher certaines cibles. De fait, toutes les cellules djihadistes sont originellement formées par des militants convaincus du message qu'ils portent après avoir passé plusieurs années au sein du groupe. Toutefois, ces prêches insistent souvent sur des messages qui n'ont rien de religieux, mais touchent à la justice sociale, à la nécessité pour certaines communautés de s'opposer par les armes à des situations d'injustice ou de précarité sociale dont l'État est présenté comme responsable. Dès lors, l'adhésion aux groupes djihadistes devient indissociable d'un engagement pour un idéal de société qui s'incarne à travers un projet religieux. C'est la raison pour laquelle l'adhésion religieuse s'opère souvent *a posteriori*, une fois le recrutement effectué.

Le salafisme dans les pays côtiers, loin d'avoir adopté un discours de violence, s'est généralement ancré dans le paysage religieux de ces États et a promu ses idées de manière pacifique comme le montrent certains travaux sur la Côte d'Ivoire³⁶. L'expansion croissante de la menace djihadiste dans ces pays tend à généraliser l'idée que la menace viendrait précisément de ce courant salafiste, perçu comme un allié objectif des groupes armés qui se revendiquent du djihad. Il en découle une lecture proprement religieuse du phénomène qui peut paraître en décalage avec la réalité de la menace³⁷. À nouveau, il n'est pas à exclure que certaines mosquées ou certaines écoles coraniques puissent devenir des foyers de recrutement, mais la dynamique djihadiste qui se propage depuis le Sahel trouverait prioritairement ses racines dans les dynamiques sociales préalablement mentionnées, et non dans un terreau salafiste supposé être prédisposé à la violence. Rien à ce stade n'indique que les cellules djihadistes en développement, tant au Bénin qu'en Côte d'Ivoire, ne s'appuient sur des réseaux religieux locaux. Un mauvais diagnostic conduira à des solutions erronées, avec un risque d'accentuation des tensions entre courants religieux par une stigmatisation des courants salafistes. Or, dans la plupart des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, les tensions entre soufis et salafistes sont réelles et ont pu, épisodiquement donner lieu à des épisodes de violence comme à Labé en Guinée ou à Man en Côte d'Ivoire. Que la société ivoirienne puisse être traversée par une « salafisation » quiétiste qui irait à l'encontre des valeurs traditionnelles de la société est une problématique à part entière qui ne doit pas être vue comme préparant mécaniquement le terrain des groupes djihadistes.

Les mouvements religieux qui se situent en marge des courants salafistes et qui sont caractérisés par une certaine forme de marginalité et avec un socle doctrinal très faible peuvent toutefois constituer un terreau de recrutement particulier. C'est le cas du mouvement des Pieds Nus,

36. F. Madore, « Le nouveau dynamisme du salafisme en Côte d'Ivoire : vers une radicalisation de l'islam ivoirien ? », Dixième Congrès international de l'Association des études Mandé (MANSA), 2017.

37. Voir par exemple Y. Ciyow et Y. Gourlay, « En Côte d'Ivoire, l'islam "du juste milieu", fragilisé par une percée du salafisme », *Le Monde*, 7 juillet 2020.

originaires de la région de Sikasso, et dont certains membres ont pu rejoindre la *katiba* Khalid Ben Walid. Enfin, un risque particulier découlerait de situations où des individus adhérant à la cause salafiste se retrouveraient en parallèle dans une situation de marginalité sociale pouvant les conduire à recourir à la violence. De ce point de vue, le risque de jonction avec les groupes djihadistes serait plus important. Par exemple à Man (Côte d'Ivoire) en 2015, un conflit religieux entre salafistes (ou réformistes) et soufis s'est doublé de rivalités pour le contrôle des terres en lien avec l'ivoirité et les droits octroyés aux populations allochtones³⁸. De même, en Guinée, à Labé, l'adhésion au salafisme serait un moyen pour les esclaves peulhs de contester un ordre social fermé par les élites traditionnelles peulh soufies³⁹. Un tel contexte a nourri l'adhésion de populations socialement vulnérables au djihadisme dans de nombreux territoires sahéliens, dont le Soum au Burkina Faso et actuellement Kayes au Mali où l'esclavage par ascendance reste très prégnant. Ce même schéma pourrait alors se reproduire ailleurs en Afrique de l'Ouest.

Le facteur banditisme

La dernière forme de contagion peut découler d'un phénomène déjà identifié dans de nombreux territoires au Sahel, à savoir la « djihadisation » du banditisme, déjà décrite par l'auteur dans de précédents travaux⁴⁰. Il est difficile à ce stade de confirmer la réplique d'une telle dynamique dans les pays côtiers, mais ces espaces sont très largement touchés par les phénomènes de coupures de route, de vols de bétail et d'enlèvement contre rançon. Si JNIM n'accepte pas ces pratiques, le groupe cherche toutefois généralement à recruter parmi les acteurs appartenant à ces réseaux, car vivant déjà dans la clandestinité, étant rompus aux armes et contrôlant généralement le territoire dans lequel ils opèrent. Ils constituent donc des cibles de choix.

38. L. Diarra, « Terrorisme : Man foyer de radicalisation en Côte d'Ivoire ? », 2017.

39. C. Châtelot, « En Guinée, la percée wahhabite bouleverse les équilibres religieux », septembre 2017.

40. M. Pellerin, « Les violences armées au Sahara. Du djihadisme aux insurrections ? », *Études de l'Ifri*, décembre 2019 ; M. Pellerin « Sud-Ouest du Niger : prévenir un nouveau front insurrectionnel », International Crisis Group, avril 2021.

Conclusion : prévenir une détérioration

Les États côtiers d'Afrique de l'Ouest n'ont pas tardé à répondre à cette nouvelle menace. Chacun des États a étoffé son maillage sécuritaire dans ces espaces de plus en plus militarisés. Le Bénin se distingue de ses voisins par la délégation d'une partie de cette mission de sécurisation à l'ONG African Parks, une perspective que le Niger et la Côte d'Ivoire pourraient suivre rapidement. La tendance uniforme est à l'augmentation des recrutements au sein des forces de défense et de sécurité pour faire face à cette nouvelle menace. En termes de coopération régionale, les États ont rapidement pris conscience de la menace et ont lancé dès 2017 l'initiative d'Accra qui réunit le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo. Ce cadre repose sur le partage d'informations et de renseignements, la formation du personnel de sécurité et de renseignement et la conduite d'opérations militaires conjointes transfrontalières⁴¹. Plusieurs opérations conjointes ont d'ores et déjà été conduites dans les zones frontalières du Burkina Faso avec ces voisins. Le recours à la force, tant qu'il est mesuré et qu'il n'accroît pas la vulnérabilité des populations civiles, est un rouage essentiel de la réponse à apporter à la propagation de ces groupes.

Les États ont également adopté une attitude de prévention dans ces espaces par la mise en place de comités locaux dédiés à l'identification de signaux faibles d'une présence djihadiste ou de cas de radicalisation. Avec l'appui de ISS, le Togo a mis en place en 2019 le Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV) qui inclut des représentants de la société civile, tandis que le Bénin a développé le Comité de haut niveau pour la lutte contre le terrorisme et l'insécurité aux frontières (CLTIF), qui ne comprend pas de membres de la société civile⁴². La Côte d'Ivoire a mis en place de son côté des comités départementaux civilo-militaires supervisés par les préfets qui remplissent une fonction similaire et qui relèvent du Conseil national de sécurité. Ils sont progressivement mis en place le long des frontières avec le Burkina Faso et le Mali. En parallèle, tant la Commission nationale des frontières (CNF) en Côte d'Ivoire que l'Agence béninoise de gestion intégrée des espaces frontaliers (AbeGIEF) au Bénin développent des actions civilo-militaires destinées à consolider la confiance avec les communautés transfrontalières.

41. « L'Initiative d'Accra peut-elle prévenir le terrorisme dans les États côtiers de l'Afrique de l'Ouest ? », ISS, 30 septembre 2019.

42. « La prévention du terrorisme au Bénin et au Togo doit être fondée sur des données probantes », ISS, 28 janvier 2021.

Si ces mécanismes d'alerte précoce sont salutaires pour se tenir informé de la propagation de la menace et conduire des actions de sensibilisation auprès des communautés, ils ne suffiront pas à prévenir la pénétration des groupes armés qui se nourrissent, comme nous l'avons vu, des différentes fractures locales existantes. En d'autres termes, si ces mesures ont pour objectif de consolider la cohésion sociale et de se reposer en partie sur les communautés locales pour prévenir une détérioration de la situation, les autorités ne doivent pas dans le même temps prendre des dispositions qui risquent de les éloigner des communautés. L'interdiction de la transhumance au Bénin, de même que les restrictions imposées à celle-ci au Togo sont de nature à vulnérabiliser les pasteurs burkinabés et nigériens pour qui la transhumance vers ces territoires est vitale. Il en va de même pour les déguerpissements de forêts classées dans le Tchogolo en Côte d'Ivoire, ainsi que les évacuations et fermetures de sites aurifères, qui génèrent des frustrations et fragilisent les populations sur le plan socioéconomique. Tout ceci concourt à offrir un terrain fertile.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org